



PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de Bretagne

Arrêté préfectoral portant décision après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Bretagne

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 19 novembre 2025 portant nomination de M. Franck ROBINE préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2021 nommant M. Eric FISSE directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, à compter du 1^{er} novembre 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2/2025/DREAL/DSG du 8 décembre 2025 portant délégation de signature à M. Eric FISSE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 08 décembre 2025 portant subdélégation de signature à Mme Aurélie MESTRES et M. Yves SALAÜN, respectivement directrice adjointe et directeur adjoint de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu le dossier de demande d'examen au cas par cas n° 008842/KKP relatif **au projet d'aire de camping-car du Racker sur la commune de Vannes (56), déposé par la société FLOWER EXPLOITATION CAMPINGS**, reçu et considéré complet le 14/11/2025 ;

Considérant que ce projet relève de la catégorie n°42-a) : « Terrains de camping et de caravanage permettant l'accueil de 7 à 200 emplacements de tentes, caravanes, résidences mobiles de loisirs ou d'habitations légères de loisirs » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la nature du projet :

- création d'une aire de camping-car d'une superficie de 5 500 m², incluant 25 emplacements pour l'accueil temporaire de véhicules de tourisme, une aire de vidange raccordée au réseau collectif et des conteneurs à déchets.

Considérant la localisation de ce projet :

- le site est localisé en zone Uix (urbaine) du PLU de Vannes dont la dernière modification a été approuvée le 8 avril 2024 ;
- hors de tout zonage réglementaire prévu au plan de prévention des risques littoraux (PPRL) et plan de prévention du risque inondation (PPRI) ;
- sur une zone qui ne présente pas de zone humide identifiée ;
- en amont de sites Natura 2000, à proximité immédiate de la zone spéciale de conservation « Golfe du Morbihan, côte ouest de Rhuys » et à environ 610 m de la zone de protection spéciale « Golfe du Morbihan » ;
- dans une commune littorale faisant partie du territoire du Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan ;
- sur un site remblayé, bordé par des haies arbustives et des espaces enherbés.

Considérant que :

- le projet prévoit des revêtements semi-perméables pour limiter le ruissellement des eaux pluviales, ainsi que des mesures de gestion qualitative et quantitative des eaux pluviales ;
- des précautions particulières seront prises pour éviter les atteintes aux milieux naturels, notamment par la mise en place de dispositifs de rétention des pollutions et l'absence de rejets directs aux milieux naturels ;
- la végétation existante sera conservée au maximum et que le maillage de haies sera conforté pour limiter les vis-à-vis et préserver la biodiversité ;
- les effluents seront collectés et traités par les stations de traitement des eaux usées de Vannes, dont les capacités sont suffisantes pour absorber la charge supplémentaire ;
- le projet prévoit une gestion des déchets par des conteneurs de tri des déchets enterrés, limitant les risques de pollution par ruissellement ou de dissémination par envol.

Considérant que le projet, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne susvisée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

Arrête :

Article 1^{er}

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet **d'aire de camping-car du Racker sur la commune de Vannes (56), déposé par la société FLOWER EXPLOITATION CAMPINGS** est dispensé de la production d'une étude d'impact.

Article 2

La présente décision est délivrée au regard des informations contenues dans le formulaire et ses annexes. Elle peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu.

Article 3

Cette décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une étude d'impact ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L 110-1 du code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

Article 4

Le présent arrêté sera transmis au pétitionnaire, avec copie au Préfet du département concerné. Par ailleurs, il sera publié sur le site Internet de la DREAL Bretagne.

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,

signé